

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50F

EDITORIAL:

Et si nous faisions

...tous ensemble!

Depuis la fin de la période d'intenses activités électorales en mars 78, les polémiques post-electorales finies, les partis de gauche et d'une manière générale les organisations se réclamant de la classa ouvrière ne se manifestent pas beaucrup.

Pourtant ce n'est pas faute d'avoir des problèmes qui réclament d'agir.

On a ! impression que tous les partis et organisations de l'opposition anticolonialiste de nos deux îles, admettent avec fatalisme que le gouvernement et la droite soiont les seuls à se manifester sur le plan politique.

C'est ainsi qu'en réponse aux discours, interventions et articles de M. Dijoud, le nouveau ministre des colonies, il n'y a eu que le rapide interview de Nicolas, dirigeant du PCM. Et puis, c'est tout. Or de quoi est-il question en ce moment ? De deux problèmes qui sont d'une extrême importance pour l'économie des Antilles. Ce la disparition de l'économie sucrière de la Guadeloupe à plus ou moins brève échéance, et de l'effet qu'aura, sur l'économie bananière en Martinique, l'implantation en Guadelcupe de vastes superficies en bananiers, par la Compagnie Fruitière. Celle-ci ayant recu finalement le feu vert du couvernement.

Ces problèmes méritent plus que de simples commentaires dans les journaux. Fussent-ils un éclairage des manoeuvres des "gros" de la Banane et de celles du gouvernement. Il y a lieu de poser les problèmes devant l'ensemble des travailleurs. Et de poser les vrais problèmes. Ceux de la domination de l'économie de nos pays par une poignée d'affairistes au service de grands trusts français et internationaux, ceux de la mainmise de pros propriétaires sur la majeure partie du territoire agricole des Antilles.

Nous voyons deux autres points sur esquels une action des anticolonialistes devrait sans tarder s'engager. D'abord, il faut s'arrêter au fait que M. Pijoud dispose pour sa propagande et ses explications de la plus grande liberté qui soit d'utiliser les ondes. Ce fait mérite que les organisations anticologiaistes organisent une protestation et engagent une action pour réclamer le droit pour toutes organisations politiques et syndicales d'intervenir, elles aussi,

(suite en page 2)

MARTINIQUE

UNE RENTRÉE RÉUSSIE : DES ÉLÈVES À LA RUE!

Malgré les rodomontades du Recteur Doumenge annonçant que la rentrée s'était faite sans heurts, des centaines d'élèves n'ont pas encore rejoint leurs classes et n'ont guère la chance de le faire avant

le mois d'octobre.

Il s'agit des élèves de la cité scolaire du Lorrain et du CES de Cluny et de ceux du G.C.D. de Trénelle à Fort-de-France. Les uns parce que la construction de leurs établissements n'est pas achevée, les autres parce que l'état veut les transférer dans un autre établissement, mais qu'il a été incapable de prévoir ce dernier, tout en tentant de se décharger de ses responsabilités sur la municipalité de Fort-de-France.

Dans tous ces cas, c'est bien l'incurie du gouvernement et du Recteur Doumenge qui est en cause. Incompétents car incapables d'assurer une rentrée sans retard ni pagaille, ces gens-là

montrent le peu de souci qu'ils ont de fournir un enseignement correct aux jeunes Martiniquais.

Il est vrai que l'état colonial français préfère construire des casernes aux Antilles plutôt que des écoles. On peut être sûr que les militaires français et leurs officiers ne manquent de mien,

On peut toujours annoncer triomphalement que le nombre des CES a augmenté ; un tel résultat peutêtre obtenu sans peine : il suffit d'ôter les étiquettes CEG et de les remplacer par des étiquettes CES, et le tour est joué.

C'est grâce à ces méthodes que Recteur et officiels peuvent chaque année se voter des motions d'auto-satisfaction sur la bonne tenue de la rentrée scolaire tandis que des centaines d'élèves sont encore à la rue.

Guadeloupe

Lamentin: manifestation contre le manque d'eau

Depuis plusieurs semaines, la commune du Lamantin est privée d'eau. Dans les sections (Castel, La Rozière, Mounier, Boisbert, Prise d'Eau), il n'y a pas d'eau depuis plus d'un mois.

Face à cette situation, ni la municipalité du Lamentin, ni la SOCEA (organisme responsable de la distribution en eau) n'ont pris la moindre mesure. Aucune information n'a été donnée à la population sur les raisons de cet arrêt brutal de la distribution d'eau. La population s'est trouvée face au problème sans en avoir été avertie et a dû se rendre compte que cette situation n'allait pas être de courte durée.

Toute patience a des limites ! et le mécontentement ne tarda pas à se faire sentir. C'est ainsi que le vendredi 8 septembre des dizaines de personnes se rassemblèrent devant le bureau de la SOCEA du Lamentin pour exiger que le problème de l'eau soit résolu. Après deux heures de discussion entre une délégation et le responsable de la SOCEA, celui-ci a fait un certain nombre de

Il y a déjà plusieurs années que la commune du Lamentin est régulièrement

affectée par des coupures d'eau. Il y a trois ans de cela, les élèves et les parents d'élèves du Lamentin ont dû se mobiliser pour qu'il y ait de l'eau au CET. Pourtant ce problème peut-être résolu si les pouvoirs publics s'en préoccupent sérieusement. En fait pour effectuer des travaux nécessaires à la bonne distribution en eau, il faudrait que des fonds supplémentaires soient mis à la disposition de la commune.

Mais qu'a fait la municipalité du Lamentin pour résoudre ce problème ? Qu'a fait le maire ? Nous n'avons jamais entendu de sa bouche ni explication ni protestation.

(suite en page 2)

J. BIBRAC

Commission Paritaire : N° 51728 Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR

B. P. 214 P.A.P. B. P. 386 F.D.F.

Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

3ème supplément au mensuel N° 90

IRAN

ET LE TREMIBLEMENT DE TERRE LA REPRESSION NE SUFFIRONT PAS A ETTO-UFFER LA COLERE DU PEUPLE

Le tremblement de terre qui a secoué violemment l'Est de l'Iran aura fait environ 11 000 morts. La ville de Tabas a été ravagée à 90% ainsi que de nombreuses petites bourgades, endeuillant cruellement la population de ce pays déjà durement éprouvée.

Pendant quelques jours, cette catastrophe reprend la une de l'actualité en Iran. Et le shah c'Iran compte, cyriquement, en tirer profit pour obtenix un

nouveau sursis pour son régime.

Mais la colère populaire, la volonté de centaines de milliers de gens de voir chasser la dynastie des Pahlevi, qui se sont exprinées avec force jusqu'à ces derniers jours, ne s'évanouiront probablement pas sous les décombres des villes ravagées.

Ainsi, après la répression qui a fait des milliers de morts à Téhéran, de nombreuses manifistations se sont déroulées encore lors de la célébration du deuil des 7 jours et les funérailles des victi-

mes de la répression.

Différents chefs religieux, dont l' ayatollah Ehcmeiny, réfugié en Irak, ont lancé des appels à la grève. Il semble que jeuai 11 cet appel ait été suivi. La capitale était Jéserte. On signalait que la plupart des magasins avaient leurs rideaux saissés non seulement dans le quartier populaire du Bazar, mais aussi dans le centre de la ville.

Pendent ce temps, pour tenter de donner le change, le shah organise d'une part une parodie de "débat parlementaire" où certains députés, qui avaient toujours servilement approuvé tous les actes de la

dictature, se découvrent aujourd'hui une âme d'opposant. D'autre part le shah lance une prétendue opération anti-corruption destinée, elle aussi, à dévier la colère populaire, tout en masquant sa responsabilité et celle de son régime dans cette corruption.

Des hommes qui faisaient partie de son pro che entourage sont aujourd'hui arrêtés ou contraints à démissionner des postes qu' ils occupent, et parjois à s'exiler de peur d'être choisis comme bouc-émissaires.

Mais toutes ces manoeuvres ne trompent pas. Aujourd'hui un fossé, que le shah a rempli de sang, sépare le peuple iranien du dictateur. Au point que certains mi -lieux politiques de la bourgeoicie iranienne et les services américains envisagent de "sauver le régime" en sacrifiant le shah. Ce qui pourrait signifier que l' on envisagerait de pousser son héritier sur le trône tout en faisant des concessions aux chefs religieux qui sont à la tête des manifestations populaires, L'application de la constitution de 1906, que le shah n'a jamais appliquée, et l'organisation d'élections dites libres, pourraient être alors lâchées aux Chiites.

Il est évidemment difficile de dire dans quelle mesure l'une ou l'autre de ces solutions sont plus ou moins avancées.

Mais le peuple iranien se contentera t-il d'un simple geste sans aucun changement de fond ? Cela n'est pas sûr. Ses manifestations, son courage, son héroïsme ont ouvert une brèche importante dans la dictature. Il n'acceptera peut être pas que quelques chefs politiques ou religieux changent, en laissant subsister l'injustice sociale.

tre d'une part les gros producteurs de la Guadeloupe (et aussi de la Martinique) et la Compagnie Fruitière, victime récemment de mesures de nationalisation au Sénégal. Les premiers voulant conserver pour eux seuls les profits qu'ils tirent de l'exportation de la Banane vers la France. La Compagnie Fruitière, quant à elle, réclame une part du fromage !!

GUADELOUPE

LA POLEMIQUE DIJOUD "SICA ASSOBAG

Bagarre autour d'un fromage

Depuis l'annonce, il y a quelques mois, de l'intention de la Compagnie Fruitière de planter plus de 1500 hectares de bananes au lieu et place de la canne, la polémique entre le secrétaire d'état aux DOM TOM et la SICA-ASSOBAG s'est envenimée jusqu'à prendre un ton assez vif. Les gros producteurs de la Guadeloupe ne pardonnent pas à Dijoud d'avoir pris position de manière ouverte pour la Compagnie Fruitière. Fien entendu le secrétaire d' état prétend que la venue de cette société aura das effets bénéfiques pour la baname en Guadeloupe: créations de 2000 emplois, amélioration de la qualité qui est, déclare-t-il, particulièrement mauvaise, et comblement du déficit de la production qui est actuellement inférieure au quota.

La SICA-ASSOBAG de son côté prétend que la venue de "la Fruitière" n'aura au contraire que des effets négatifs. En particulier cessation de toute activité du port de Basse-Terre en ce qui concerne la banane, apparition d'un excédent de production et par voie de conséquence faillite et disparition des petits producteurs de la région de Basse-Terre et suppression de milliera d'emplois.

Dans cette affaire, les deux parties en cause, prétendent être préoccupées par le sort des petits planteurs et des travailleurs, par l'avenir de l'économie de la Guadaloupe.

En fait, on assiste à une bagarre en-

MARTINIQUE Manifest ... contre le manque d'eau (Suite)

Pourtant cet homme a les moyens de se faire entendre : n'est-il pas président du conseil général et sénateur ? Il a des comptes à rendre à la population de sa commune sur ce qui constitue un véritable scandale.

La population aurait aimé qu'une voix forte et vigoureuse s'élève en son nom dans les organismes concernés, au lieu de cela elle constate le laisser-aller la désinvolture de la part de ses soi-disant représentants. Eh bien face à cette carence, elle a décidé elle-même de protester en s'organisant. Et, la voix forte c'est elle qui l'élèvera.

Il faut que la lutte entreprise par les manifestants de vendredi dernier se poursuive jusqu'à satisfaction. Pour cela elle doit être rejointe par tous les mécontents qui n'ont pas d'eau au Lamentin.

MARTINIQUE Au lycée de Trinité : grève con-tre l'injustice rectorale

Le personnel du lycée de Trinité et les élèves sont entrés en grève le lundi 18 septembre pour se solidariser avec Guy HOLOT et les autres enseignants frappés par Doumenge.

L'affaire Guy HOLOT est un exemple du mépris dans lequel l'administration rectorale tient les maîtres auxiliaires antillais. HOLOT est militant du GRS et secrétaire de la section syndicale du SNES à Trinité. Il est maître auxiliaire de mathématique et enseigne à la satisfaction de tous sauf de Doumenge depuis plu-

sieurs années, au lycée.

A la rentrée, il apprend qu'il est nommé à nouveau à Trinité. Arrivé sur place, il se rend compte qu'on a nommé à sa place subrepticement un titulaire français. C'est à ce moment que les enseignants et les élèves du lycée, révoltés par cette injustice se mettent en grève et exigent que HOLOT demeure à Trinité. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans la cour de la cité scolaire, leur solidarité avec HOLOT mais aussi avec les licenciés de l'Education Nationale et notamment Alex Bernabé.

C'est donc une affaire à suivre, les élèves et le personnel semblent déterminés à faire reculer l'administration. Nous sommes d'ailleurs prêts à soutenir et à participer à toutes les actions déci-

dées en ce sens.

00000000000

EDITORIAL (Suite)

sur les ondes, sur les problèmes cruciaux des travailleurs.

Enfin, nous croyons que face à la propagande qui s'engage déjà pour la soi-disant "conférence de développement économique" organisée par Dijoud, nous devons préparer une riposte et donner une réponse à cette initiative qui révèle une fois de plus l'impudence de ce gouvernement colonial.

Voilà les axes sur lesquels, à notre avis, une action mettant en cause l'ensemble des partis et organisations d'opposition pourraient être envisagées, si les anti-colonialistes veulent réellement donner une réponse aux problèmes soulevés dans la période actuelle. Il est indispensable en effet qu'une telle réponse soit donnée pour ne point laisser les travailleurs et toutes les couches populaires désemparés ou soumis à la seule influence des "vérités" officielles.

rour notre part nous sommes prêts à participer à de telles actions. Il n'est pas nécessaire, comme Roland Laouchez en fait la supposition, dans l'éditorial du NAIF n° i9i. d'être parlementaire ou conseiller pour entreprendre une bonne part de ce qu'il propose de faire. Nous sommes tous concernés aussi bien ceux qui ont des moyens de s'exprimer que ceux "qui ne sont rien" comme le dit Laouchez et nous mêmes. Car c'est bien vrai qu'il faut montrer aux ouvriers agricoles que MM Fabre, Butel, Martin et autres qui défendent leur beefteck face aux "plus gros" de la Compagnie Fruitière, ne sont pas pour autant des défenseurs des intérêts des ouvriers agricoles et des perits planteurs.